

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240912-lmc1344822-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 17 septembre 2024
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
60	20	1

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/09/163

**BUDGET PRINCIPAL -
AJUSTEMENT DES
DOTATIONS AUX
PROVISIONS POUR
RISQUES ET CHARGES ET
AUX DEPRECIATIONS DES
ACTIFS CIRCULANTS**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDORNE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENT :

Mme Pascale JANVIER.

Séance Publique du 12 septembre 2024

N° D' O R D R E : 24/09/163

**O B J E T : BUDGET PRINCIPAL - AJUSTEMENT DES DOTATIONS
AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET
AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article D5217-22,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°22/06/128 du Conseil Métropolitain en date du 28 juin 2022 portant constitution des dotations aux provisions pour risques et charges et aux dépréciations des actifs circulants du Budget Principal,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 3 septembre 2024,

CONSIDERANT le principe comptable de prudence et le principe de sincérité budgétaire qui impliquent de comptabiliser dans les charges de la collectivité d'une part, les provisions destinées à couvrir les risques et charges que des événements inhérents à son activité, survenus ou en cours, rendent probables, et d'autre part, les dépréciations des actifs circulants,

CONSIDERANT que les dotations aux provisions et aux dépréciations doivent notamment être constatées :

1. Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Métropole,
2. Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du Code de Commerce,
3. Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public,

CONSIDERANT la nécessité d'appréhender les risques et de se prononcer sur la nature des provisions à constater sur le budget principal pour l'exercice 2024 :

1. Provisions pour litiges et contentieux (article 15111) :

- Contentieux avec recours à un avocat (hors personnel) :

Il s'agit de contentieux pour lesquels la Métropole a sollicité le recours à un avocat, que le contentieux soit d'ores-et-déjà introduit devant une juridiction ou qu'il soit encore en phase amiable, et qui présentent un risque sérieux d'emporter la responsabilité de la collectivité.

Il est proposé d'ajuster pour 2024 la dotation à un montant de 1 300 000 € au titre de deux litiges liés à une action indemnitaire.

- Provisions pour risques portant sur des frais de personnel :

Cette ligne vise à couvrir le risque financier relatif aux contentieux de personnels introduits devant une juridiction. Le montant des provisions qu'il est proposé de doter en 2024 est maintenu à 451 600 € et concerne divers recours indemnitaires ou reclassement de groupe.

2. Provisions pour garanties d'emprunt (article 15171) :

Ce point est uniquement mis pour information en vue de justifier de l'absence de provision.

Lorsque la collectivité octroie une garantie d'emprunt, elle n'est pas tenue de la provisionner.

Toutefois, dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du Code de Commerce, la collectivité peut être appelée en garantie à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective, généralement par l'Établissement prêteur.

Cette provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la collectivité en fonction du risque financier encouru.

Au regard de la nature des garanties accordées jusqu'à présent figurant au Compte Financier Unique 2023 et de la qualité de ses bénéficiaires, il est pour le moment proposé de ne pas prendre de provision pour garanties d'emprunt.

3. Provisions pour risques et charges sur emprunts (article 1521) :

Ce point est uniquement mis pour information en vue de justifier de l'absence de provision.

Les provisions constituées pour des risques financiers sur des emprunts structurés ou « complexes » sont enregistrées dès lors que leur taux d'intérêt est susceptible de devenir très supérieur au taux que la collectivité aurait obtenu en souscrivant à l'origine un emprunt à taux fixe ou à taux variable simple.

Compte tenu de notre encours de dette composé uniquement d'emprunts sécurisés de type 1-A selon la charte Gissler, il est proposé de ne pas prendre de provision pour risques et charges sur emprunts.

4. Provisions pour Compte Epargne Temps (article 1541) :

Des provisions peuvent être constituées pour couvrir les charges afférentes aux jours épargnés sur CET par l'ensemble des personnels.

Ces provisions sont ajustées à chaque clôture, notamment pour couvrir le coût que la collectivité supporte du fait des conditions de consommation des droits ouverts aux personnels concernés (indemnisation, congés, prise en compte par le régime de retraite additionnelle de la fonction publique...).

A titre d'information, la Métropole a indemnisé environ 247 080 € au cours des douze derniers mois en 2021 au titre du compte épargne temps.

Pour mémoire, le nombre de jours accumulés à la clôture de l'exercice 2023 est le suivant :

Catégorie	Nombre de jours accumulés	Indemnisation journalière en €	Total
A	8 338	150	1 250 700 €
B	5 666	100	566 600 €
C	20 277	83	1 682 991 €
Total :			3 500 291 €

Afin de couvrir les demandes exceptionnelles qui pourraient survenir, il est proposé d'ajuster pour 2024 la provision à hauteur de 400 000 €.

5. Dépréciations des comptes de redevables (compte 4911) :

S'agissant des créances en attente de recouvrement, il est nécessaire de constituer une provision lorsque le recouvrement des créances apparaît compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

Le CGCT ne fixant pas de méthode de calcul, il incombe à la collectivité de déterminer les modalités de constitution.

Au vu des restes à recouvrer arrêtés au 31 décembre 2023, il est proposé de provisionner :

- Le montant intégral des créances connues à ce jour pour lesquelles une procédure collective est ouverte à l'encontre des redevables concernés, il est évalué à 1 503 585 € ;
- Le montant des restes à recouvrer sur la période 2006 à 2019, estimés à 174 897 € (hors débiteurs publics, hors délais accordés par le comptable public et hors procédures collectives), selon les modalités suivantes :
 - Provisionnement à 100 % pour les créances inférieures à 30 € (seuil minimum des poursuites pour un redevable), elles sont estimées à 412 € ;
 - Provisionnement à hauteur de 50 % pour les créances comprises entre 30 € et 130 € (seuils réglementaires de mise en œuvre des oppositions à tiers détenteurs, 30 € auprès des tiers détenant des fonds pour le compte du redevable, ou 130 € auprès des établissements bancaires), elles sont estimées à 5 295 € soit une provision arrondie à 2 650 € ;
 - Provisionnement à hauteur de 30 % pour les créances supérieures à 130 €, elles sont estimées à 169 190 € soit une provision arrondie à 50 760 €.

La provision totale s'élève à 1 557 407 € et sera ajustée selon les besoins soit par une reprise si la dépréciation s'avère trop importante, soit par une dotation complémentaire si celle-ci, au contraire, s'avère insuffisante.

CONSIDERANT que ces provisions seront constituées selon le régime de droit commun en tant que provisions semi-budgétaires conformément au récapitulatif suivant :

Provisions	Montant provisionné au 31/12/2023	Dotations 2024	Reprises 2024	Provision pour l'exercice 2024
Litiges et contentieux	575 600 €	1 176 000 €	0 €	1 751 600 €
CET	350 000 €	50 000 €	0 €	400 000 €
Comptes redevables	1 441 932 €	115 475 €	0 €	1 557 407 €

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de comptabiliser les écritures d'ajustement suivantes :

Nature de la dotation	DEBIT	CREDIT	MONTANT
Provision pour litiges et contentieux	6815	15111	1 176 000 €
Provision pour CET	6815	1541	50 000 €
Dépréciation des comptes de redevables	6817	4911	115 475 €
TOTAL :			1 341 475 €

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

D'AJUSTER les provisions décrites ci-avant selon le régime de droit commun en tant que provisions semi-budgétaires.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires à leur comptabilisation seront inscrits au budget principal pour l'exercice 2024.

ARTICLE 4

DE DIRE que ces provisions seront par la suite ajustées annuellement en fonction des besoins.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 74

CONTRE 0

ABSTENTION 6

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Anthony CIVETTINI,
Monsieur Philippe LEROY, Monsieur Jean-David MARION, Madame
Cécile MUSCHOTTI, Madame Rachel ROUSSEL.

